



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 14 NOVEMBRE 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2022, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 14 novembre 2022 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Henri LAURENT, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS qui donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET  
Jean-Michel LEGRAND qui donne pouvoir à Olivier ROBIN  
Nathalie TISSOT qui donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON  
Florence GAUTHIER qui donne pouvoir à Annick SERRE  
Umus PERRONNE qui donne pouvoir à Bernard TAVERNIER  
Thomas GIRARD qui donne pouvoir à Brigitte CHEMIN  
Nathalie ROMANET  
Mihrican AVCI

Monsieur le maire rappelle au Conseil municipal que l'article L3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « Macron » confère au Maire la possibilité de déroger à la règle du repos dominical, dans la limite de 12 dimanches par an.

En l'espèce, la société Côtélac a sollicité l'application de cette dérogation pour 11 dates en 2023 :

- 15 janvier
- 25 juin
- 2, 9, 16, 23 et 30 juillet
- 6, 13, 20 et 27 août

La réglementation prévoit que le Conseil municipal doit émettre un avis avant celui du Conseil Communautaire de Haut-Bugey Agglomération, l'avis de ce dernier étant requis, le nombre de dimanches étant supérieur à 5. Une fois ces deux avis recueillis, Monsieur le Maire pourra prendre l'arrêté correspondant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **ÉMET un AVIS FAVORABLE** sur ce projet de dérogation au repos dominical.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.